

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE L'ALLIER

P.O. - MIDI
EXPLOITATION COMMUNE DES RÉSEAUX D'ORLÉANS ET DU MIDI
Embranchement des usines de MONTLUÇON

PASSAGES A NIVEAU

Le Préfet du Département de l'Allier, Chevalier de la Légion d'Honneur ;
Vu la loi du 22 Décembre 1789/Janvier 1790 ;
Vu la loi du 15 Juillet 1845 et le décret du 11 Novembre 1917 sur la police des chemins de fer ;
Vu les propositions de la Compagnie d'Exploitation Commune des Réseaux d'Orléans et du Midi, en date du 21 Décembre 1934 ;
Vu le rapport de M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle en date du 4 Février 1935.

ARRÊTE :

Article Premier. — Les passages à niveau, situés sur la voie principale dite "**Embranchement des Usines**" établie, pour la desserte de divers embranchements particuliers, entre la ligne de BOURGES à MONTLUÇON et les Usines de MONTLUÇON, sont désignés ci-après :

N° 221 bis pour la traversée de la rue de Blanzat à MONTLUÇON.

N° 222 bis pour la traversée de la rue de la Glacerie à MONTLUÇON.

Article 2. — L'exploitation de "l'Embranchement des Usines" est soumise aux conditions ci-après :

1° — Lorsqu'une manœuvre ou un mouvement de train devra, sur cet embranchement, engager un passage à niveau, la circulation routière sera interceptée, par les soins de la Compagnie, au moyen de barrières convenablement placées en travers de la rue et de chaque côté de la voie. La nuit, lorsque les barrières seront fermées, elles seront éclairées par un feu à chaque passage à niveau.

2° — La Compagnie fera assurer la surveillance du passage pendant toute la durée de l'engagement de la rue, par les manœuvres ou les trains, et dès que la traversée de la rue sera dégagée, fera replacer les barrières dans leur position normale d'ouverture.

3° — La durée de l'interception de la circulation routière sur les rues de Blanzat et de la Glacerie sera limitée à dix minutes.

4° — Les portillons accolés aux barrières des P. N. N°s 221 bis et 222 bis seront manœuvrés et utilisés, de jour et de nuit, par le public à ses risques et périls.

Article 3. — Le présent arrêté annule et remplace les dispositions prévues pour ces passages à niveau par l'Arrêté Préfectoral du 4 Octobre 1909 pour la ligne de BOURGES à MONTLUÇON.

Article 4. — M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle de l'Exploitation Technique du réseau d'Orléans est chargé de surveiller l'exécution du présent arrêté.

A MOULINS, le 14 Février 1935.

Le Préfet

L. ADAM.